

Pour sortie de l'impasse politique, exigeons l'institution d'un référendum d'initiative citoyenne

jeudi 13 décembre 2018, par [Jean-Louis BRUNATI](#)

La situation dans laquelle se trouve une partie importante des Français n'est plus supportable. Le Président des riches, loin de se mettre à la hauteur des exigences du peuple, continue à le narguer et persiste dans la défense des intérêts des classes supérieures et du MEDEF.

Dans ces conditions, dans la mesure où ce mouvement ne s'arrêtera pas de sitôt, une issue politique démocratique est indispensable car s'il n'est pas fortement relayé, le bras de fer dans la rue risque de tourner à l'avantage du pouvoir. C'est d'ailleurs sa stratégie implicite : laisser pourrir les choses tout en mettant en scène les violences qu'il a lui-même très largement provoquées.

Or on ne peut pas dire que le mouvement des gilets jaunes soit fortement relayé et soutenu par les forces qui représentent dans l'opinion et dans les médias l'opposition à ce pouvoir ! D'un autre côté, être soutenu dans les sondages est évidemment insuffisant et friable. C'est dire que, sauf l'hypothèse d'un mouvement populaire plus large de grèves et de manifestations contre ce pouvoir, les gilets jaunes risquent de se trouver seuls face au gouvernement et à Macron.

L'ensemble des partis politiques, les syndicats, aussi bien que le Parlement et le Sénat sont visiblement dans l'incapacité à ce jour de fournir une réponse à l'exigence populaire. Il est clair aussi que les Gilets Jaunes, même si leur mouvement s'amplifiait à terme, ne vont pas gouverner la France par la magie de la démocratie directe. Peut-on attendre l'émergence d'une nouvelle force politique organisée capable de traduire et porter la colère populaire ? A l'évidence on ne voit rien venir de tel pour le moment.

Comment sortir de ce risque d'impasse ?

Comment exprimer l'exigence de souveraineté populaire effective que ce mouvement affirme avec tant de force et de constance ? Quel objectif politique réalisable et fédérateur se donner compte tenu de l'état de conscience populaire et du rapport de force ?

La perspective d'un référendum institué par révision de notre Constitution, le Référendum d'Initiative Citoyenne, n'offre-t-elle pas un débouché politique, en parallèle avec la bataille pour le niveau de vie, contre l'injustice fiscale, pour une nouvelle Constitution ? Ce serait le premier pas. La voie serait alors ouverte pour un autre référendum portant sur la question nodale de la monnaie unique, principale cause des impasses et du blocage que nous connaissons par le carcan dans lequel elle nous maintient.